



ONE PARTNER. MANY SOLUTIONS

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

2019/2020



SOMMAIRE

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ	4
COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS AU 31 DECEMBRE 2019	8
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE	9
ÉTAT DU RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ.....	10
ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL	11
ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	12
TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS	13
NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS CONDENSÉS	14
PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES	15
NOTE 1 - Bases de présentation	15
NOTE 2 – Méthodes et Règles d'évaluation	16
NOTE 3 - Périmètre de consolidation.....	21
NOTE 4 - Comparabilité des comptes.....	21
NOTES SUR L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE	22
NOTE 5 - Écarts d'acquisition	22
NOTE 6 - Immobilisations incorporelles	23
NOTE 7 - Immobilisations corporelles.....	24
NOTE 8 - Titres mis en équivalence	24
NOTE 9 - Autres actifs financiers non courants.....	25
NOTE 10 - Impôts différés actifs	25
NOTE 11 - Stocks.....	26
NOTE 12 - Clients et autres débiteurs	26
NOTE 13 - Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	27
NOTE 14 - Capital Social.....	27
NOTE 15 – Provisions pour risques et charges non courantes et courantes.....	28
NOTE 16 - Provisions pour retraites et assimilés	28
NOTE 17 - Emprunts et dettes financières.....	29
NOTE 18 - Fournisseurs et autres créditeurs.....	30
NOTES SUR L'ÉTAT DU RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ	31
NOTE 19 – Chiffre d'affaires consolidé	31
NOTE 20 – Achats consommés.....	32

NOTE 21 – Charges externes	32
NOTE 22 - Charges de personnel et effectifs.....	33
NOTE 23 – Dotation aux dépréciations et provisions	33
NOTE 24 - Autres produits et charges d'exploitation.....	34
NOTE 25 – Indicateurs de performance.....	34
NOTE 26 – Autres produits et charges opérationnels non courants.....	35
NOTE 27 - Résultat financier	35
NOTE 28 - Impôts sur les résultats	35
NOTE 29 – Intégration fiscale française.....	36
NOTE 30 - Résultat par action	36
AUTRES INFORMATIONS	37
NOTE 30 – Information sectorielle	37
NOTE 31 - Engagements hors bilan	38
NOTE 32 – Evènements post clôture.....	39

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

Informations générales et faits marquants du semestre

Montagne et Neige Développement SA (ci-après MND SA) est une société anonyme de droit français dont l'exercice social débute le 1^{er} juillet et se clôture le 30 juin. Son siège social est situé au Parc d'activités Alpespace – 74 voie Magellan – 73 800 Sainte-Hélène du Lac.

En plein cœur des Alpes, depuis 2004, le Groupe MND est l'un des seuls acteurs industriels mondiaux à détenir une offre globale de produits et de services dédiés au développement, l'aménagement et la sécurisation des domaines skiables, sites de loisirs, voies d'accès et autres infrastructures en montagne. Fort de son expertise industrielle dans le transport par câbles en montagne et de technologies innovantes, le Groupe MND détient un formidable potentiel de croissance dans le domaine des transports collectifs urbains par câbles en offrant un mode de mobilité urbaine doux et alternatif.

Les comptes consolidés semestriels du Groupe ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 22 mai 2020.

Les chiffres indiqués dans ce rapport sont présentés en milliers d'euros.

Changement de date d'exercice

Pour rappel, au cours de l'assemblée générale mixte du 27 septembre 2018, les actionnaires ont approuvé la modification des dates d'ouverture et de clôture de l'exercice social, pour les fixer respectivement au 1^{er} juillet et au 30 juin de chaque année.

En conséquence, l'exercice 2018/2019, qui a débuté le 1^{er} avril 2018 présente une durée exceptionnelle de 15 mois et des comptes semestriels clos le 30 septembre 2018. L'exercice 2019/2020, qui a débuté le 1^{er} juillet 2019 présente une durée de 12 mois et des comptes semestriels clos le 31 décembre 2019.

Les données comparatives semestrielles arrêtées et publiées les plus récentes sont donc celles des comptes semestriels clos le 30 septembre 2018 (6 mois) avec celles ces comptes semestriels clos le 31 décembre 2019 (6 mois).

Cotation en Bourse

Le Groupe MND a été introduit en Bourse sur le marché Euronext à Paris, compartiment C, le 16 octobre 2013.

Le 4 décembre 2018, faisant usage de la 11^{ème} résolution adoptée par l'assemblée générale mixte des actionnaires du 27 septembre 2018, et consécutivement à l'accord d'Euronext Paris le 23 novembre 2018, le Groupe MND a annoncé le transfert de la cotation des actions composant son capital social du marché réglementé d'Euronext vers le marché Euronext Growth à Paris. Ce transfert, effectif depuis la séance de Bourse du 4 décembre 2018, vise à permettre à MND d'être coté sur un marché plus approprié à la taille de l'entreprise. Le transfert sur Euronext Growth simplifie le fonctionnement de la société et diminue ses coûts, tout en lui permettant de continuer à bénéficier des attraits des marchés financiers.

Sa capitalisation boursière s'élève au 31 décembre 2019 à 39,0 M€ avec un cours de l'action de 0,38 €.

Renforcement de la structure bilancielle et réaménagement des dettes bancaires

Au cours de ce premier semestre 2019/2020, le Groupe a engagé le renforcement de sa structure bilancielle et le réaménagement de ses dettes bancaires, avec l'appui d'un nouveau partenaire financier aux côtés de Montagne & Vallée (« M&V »), l'actionnaire de référence de MND.

Ces opérations se sont traduites dans un premier temps par la réalisation :

- de deux augmentations de capital au mois de septembre 2019, pour un montant total brut de 35 M€. En contrepartie des prêts accordés pour réaliser ces augmentations de capital, le partenaire financier a mis en place des garanties usuelles des contrats de financement bancaires et s'est vu attribuer une action de préférence au capital de M&V et une action de préférence au capital de Cheydemont,
- et par le réaménagement de 34,8 M€ de dettes bancaires à court et moyen termes, en une seule ligne de prêt senior à remboursement in fine avec une maturité prévue au 31 décembre 2023, assortie de covenants usuels, tenant notamment au respect trimestriel de ratios financiers permettant d'apprécier le poids de la dette sur le bilan et le compte de résultats (trésorerie disponible, ratio Dette Financière Nette ajustée / Ebitda ajusté et ratio Ebitda ajusté / Intérêts).

Ces opérations de renforcement de la structure bilancielle et de réaménagement des dettes bancaires se poursuivent au cours du 2nd semestre 2019/2020 pour notamment continuer les restructurations opérationnelles engagées et faire face à la crise sanitaire liée à la pandémie COVID-19.

Résultats semestriels 2019/2020

	Au 31 décembre 2019 6 mois	Au 30 juin 2019 15 mois	Au 30 septembre 2018 6 mois
Chiffre d'affaires	29 509	57 288	37 976
Achats consommés	(20 156)	(36 643)	(22 964)
Marge brute sur achats consommés	9 353	20 645	15 012
	31,7%	47,0%	39,5%
Résultat opérationnel courant	(16 524)	(42 602)	(3 946)
Résultat financier	(2 440)	(5 289)	(1 255)
Impôts sur les sociétés	(57)	(7 788)	1 841
Résultat net part du groupe	(18 101)	(64 819)	(3 945)

Les comptes semestriels 2019/2020 du Groupe restent sur cette première partie d'exercice déficitaires, principalement du fait :

- D'un niveau d'activité insuffisant qui est la conséquence des tensions sur la trésorerie du Groupe qui ne lui ont pas permis de produire et de délivrer le carnet de commandes prévu au cours du 1^{er} trimestre, période encore attachée à la restructuration financière et capitalistique qui s'est finalisée fin septembre 2019.

Le 2^{ème} trimestre a quant à lui été marqué par un fort retour d'activité. Le chiffre d'affaires trimestriel s'élève à 8,6 M€ à fin septembre 2019 puis à 20,9 M€ à fin décembre 2019. Le 2^{ème} trimestre a en effet, quant à lui, été marqué par un fort retour d'activité et une hausse de la contribution dégagée par l'activité ;

- Des restructurations opérationnelles qui ont été effectuées au cours de ce semestre notamment à travers la fermeture de 2 sites industriels à l'étranger et de 3 filiales de distribution, cette rationalisation des sites industriels et commerciaux étrangers ayant pour but d'améliorer la performance financière du Groupe de manière durable ;
- Un contexte de ralentissement général de l'économie chinoise.

Éléments clés du bilan – Au 31 décembre 2019

	Au 31 décembre 2019	Au 30 juin 2019	Au 30 septembre 2018
Actifs non courants	47 238	40 404	50 784
Ecart d'acquisitions	12 706	12 704	13 156
Autres actifs non courants	34 532	27 700	37 628
Actifs courants	58 318	58 463	117 014
Stocks	17 606	18 437	22 712
Créances clients	26 122	27 411	74 686
Autres créances	13 169	12 186	18 533
Disponibilités	1 421	428	1 083
Total Actif	105 556	98 866	167 798
Capitaux propres	(16 819)	(29 479)	28 776
Dettes financières à plus d'un an	26 435	12 420	10 402
Dettes financières à moins d'un an	46 721	53 911	55 288
Dettes d'exploitation	36 465	46 750	58 200
Autres passifs	12 753	15 265	15 132
Total Passif	105 556	98 866	167 798

Au 31 décembre 2019, les actifs courants et non courants du Groupe sont stables par rapport à juin 2019.

Les capitaux propres totaux de MND s'élevaient à -16,8 M€, contre -29,5 M€ à fin juin 2019, incluant l'augmentation de capital partiellement compensée par le résultat de la période. Il convient de souligner par ailleurs que les capitaux propres sociaux de MND s'élevaient à 40,7 M€ au 31 décembre 2019. L'endettement financier net (hors dettes locatives IFRS 16 d'un montant de 7,6 M€) s'établissait à 64,2 M€ à fin décembre 2019 contre 65,9 M€ à fin juin 2019.

Cette dette financière nette intègre à fin décembre 2019 un montant de 12,8 M€ d'obligations, qui ont vocation à être converties à court et moyen termes et qui viendront ainsi renforcer les capitaux propres du groupe MND et réduire le montant de la dette financière.

Point de situation sur les contrats chinois de MND

En Chine, les principaux chantiers du groupe MND, qui avaient fait l'objet d'interruptions annuelles habituelles à l'occasion des fêtes du nouvel an chinois puis qui étaient demeurés à l'arrêt pendant la phase épidémique, ont repris partiellement au mois d'avril. Trois chantiers sur les six menés par le Groupe ont ainsi redémarré. Des discussions sont en cours avec les clients des autres chantiers pour revoir le calendrier des opérations.

Comme annoncé fin février, le Groupe a procédé à une revue globale de ses commandes en Chine. À ce jour, aucun des clients n'a notifié d'annulation des commandes conclues par le groupe MND au cours des dernières années. Le Groupe n'a donc pas jugé nécessaire, à ce stade, de corriger le carnet de commandes sur ses contrats chinois.

Toutefois, au regard du ralentissement général de l'économie chinoise et des conséquences économiques majeures de la pandémie pour les acteurs de l'industrie du tourisme, et en particulier pour les stations de skis chinoises, les difficultés actuelles sont de nature à fragiliser la situation financière de certains clients chinois du Groupe, avec un risque de non réalisation de tout ou partie du solde de certains contrats.

Perspectives et événements post-clôture 2020/2021

Postérieurement à la clôture du 1^{er} semestre 2019/2020 et au regard de l'ampleur de la pandémie du coronavirus et des mesures sanitaires gouvernementales annoncées le 16 mars dernier, le groupe MND a pris la décision d'adapter son activité à ces circonstances exceptionnelles.

Depuis le 15 mars, consécutivement aux prescriptions du Gouvernement français, l'ensemble des stations de ski françaises ont stoppé leur activité. Des décisions similaires, qui avaient été prises en Chine en janvier dernier, ont été adoptées dans d'autres pays d'Europe, notamment en Italie (10 mars), en Espagne (14 mars), en Autriche (15 mars) ou en Suisse (13 mars).

À ces fermetures, il convient également de souligner de nombreuses difficultés en matière d'approvisionnement et de logistique à travers l'Europe, conséquence de la fermeture de nombreuses frontières.

Face à cette situation exceptionnelle, le groupe MND a pris la décision de procéder à la fermeture partielle de ses différents sites de production en France et en Europe et, en concertation avec ses clients, d'interrompre ses livraisons.

Dans ce contexte, le Groupe poursuit de façon active les opérations de restructuration opérationnelle et financière suivante :

- Le renforcement de sa structure bilancielle et l'aménagement de lignes de financement notamment avec l'appui de son nouveau partenaire financier aux côtés de Montagne & Vallée, l'actionnaire de référence de MND ;
- Le plan de transformation et de rationalisation des organisations et opérations industrielles du groupe MND en France et à l'étranger. Compte tenu du contexte récent, le plan de transformation va être accéléré et renforcé pour adapter la structure de coûts.
- Face à l'épidémie du Coronavirus Covid-19 et à l'arrêt des activités du groupe MND, la direction a engagé de façon active certaines des mesures immédiates et inédites d'accompagnement proposées aux entreprises pour faire face à cette crise sanitaire, notamment les mesures suivantes :
 - o Mise en place des dispositifs de chômage partiel pour une partie significative des activités en France et à l'étranger,
 - o Report du délais de paiement des échéances sociales et fiscales,
 - o Réaménagement des dettes bancaires et contrat de crédit baux existants.

À ce titre, sur le plan financier, il convient d'indiquer que le partenaire financier du groupe MND, Cheyne Capital, a transmis par écrit, avant l'arrêté des comptes semestriels, une lettre d'intention pour la mise en place d'une ligne de financement additionnelle, dont les modalités et les conditions sont actuellement en cours de finalisation. Ce financement pourra s'accompagner de lignes complémentaires actuellement en cours de discussion auprès d'autres partenaires.

Cette nouvelle ligne de financement vise à répondre aux besoins financiers liés au redémarrage progressif des sites de production du groupe, avec un retour à pleine capacité escompté à fin juin 2020.

Le Groupe s'appuie sur un carnet de commandes fermes enregistrées de 176,5 M€ à fin décembre 2019, dont 11,9 M€ de commandes à facturer au 2nd semestre 2019/2020 (clos le 30 juin 2020).

COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS AU 31 DECEMBRE 2019

Le Conseil d'administration du groupe MND s'est réuni le 22 mai 2020 et a arrêté les comptes du 1^{er} semestre de l'exercice 2019/2020.

Les données chiffrées sont présentées en K euros sauf mention spécifique.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

	Notes	Au 31 décembre 2019	Au 30 juin 2019	Au 30 septembre 2018
Ecarts d'acquisition	5	12 706	12 704	13 156
Immobilisations incorporelles *	6	15 297	16 003	15 935
Immobilisations corporelles *	7.1	2 089	9 152	11 005
Actifs liés aux droits d'utilisation	7.2	15 111	0	0
Autres actifs financiers	8/9	2 035	2 545	2 234
Impôts différés	10	0	0	8 454
Autres actifs long terme		0	0	0
Actifs non-courants		47 238	40 404	50 784
Stocks et en-cours	11	17 606	18 437	22 712
Créances clients	12	26 122	27 411	74 686
Créances fiscales	12	5 755	5 642	6 050
Autres débiteurs	12	4 269	5 128	9 341
Créances d'impôt		1 902	44	2 173
Autres actifs courants		1 243	1 372	969
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	1 421	428	1 083
Actifs courants		58 318	58 463	117 014
Total Actif		105 556	98 866	167 798
		Au 31 décembre 2019	Au 30 juin 2019	Au 30 septembre 2018
Capital	14	10 565	18 008	14 329
Primes liées au capital		52 649	29 543	28 789
Actions propres		(230)	(214)	(203)
Autres réserves		(255)	(439)	(749)
Résultats accumulés		(78 206)	(76 269)	(13 904)
Total Capitaux propres, part du groupe		(15 478)	(29 371)	28 262
Intérêts minoritaires		(1 341)	(108)	514
Total Intérêts minoritaires		(1 341)	(108)	514
Total des capitaux propres		(16 819)	(29 479)	28 776
Emprunts et dettes financières	17	26 435	12 420	10 402
Engagements envers le personnel	15/16	922	857	805
Autres provisions	15	32	42	73
Impôts différés		1 541	1 595	0
Autres passifs long terme		1 054	1 054	1 493
Total Passifs non courants		29 984	15 968	12 773
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	17	46 721	53 911	55 288
Provisions (part à moins d'un an)	15	4 876	5 867	0
Dettes fournisseurs	18	24 066	32 486	43 318
Dettes sociales	18	4 436	5 035	3 637
Dettes fiscales	18	6 282	5 386	7 814
Autres créditeurs	18	1 681	3 843	3 431
Dettes d'impôt	18	0	0	0
Autres passifs courants	18	4 328	5 849	12 761
Total Passifs courants		92 391	112 377	126 249
Total des passifs		122 375	128 345	139 022
Total Passif		105 556	98 866	167 798

(*) à partir du 1^{er} juillet 2019 les crédits-baux précédemment comptabilisés en immobilisations incorporelles et corporelles, ont été affectées sur la ligne « actifs liés aux droits d'utilisation » comprenant à la fois les locations et les crédits-baux.

ÉTAT DU RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ

	Notes	Au 31 décembre 2019 6 mois	Au 30 juin 2019 15 mois	Au 30 septembre 2018 6 mois
Chiffre d'affaires	19	29 509	57 288	37 976
Achats consommés	20	(20 156)	(36 643)	(22 964)
Charges externes	21	(6 292)	(22 040)	(7 716)
Charges de personnel	22	(10 482)	(26 089)	(9 889)
Impôts et taxes		(331)	(846)	(273)
Dotations aux amortissements		(2 754)	(4 570)	(1 505)
Dotations aux dépréciations et provisions	23	(5 825)	(11 416)	(70)
Autres produits et charges d'exploitation	24	(193)	1 714	495
Résultat opérationnel courant		(16 524)	(42 602)	(3 946)
Résultat sur cession de participations consolidées		0	0	0
Autres produits et charges opérationnels non courants	26	(199)	(9 648)	(479)
Résultat opérationnel		(16 723)	(52 250)	(4 425)
Coût de l'endettement financier net	27	(2 698)	(3 531)	(1 173)
Autres produits et charges financiers		258	(1 759)	(82)
Résultat avant impôt		(19 163)	(57 539)	(5 680)
Impôts sur les bénéfices	28	(57)	(7 788)	1 841
Résultat net		(19 220)	(65 327)	(3 839)
Part du groupe		(18 101)	(64 819)	(3 945)
Part des minoritaires		(1 119)	(508)	106
Résultat par action (€/action)	30	(0,28)	(4,07)	(0,27)
Résultat dilué par action (€/action)	30	(0,28)	(4,07)	(0,27)

Le Groupe a appliqué la norme IFRS 16 à compter du 1^{er} juillet 2019 et a opté pour la méthode rétrospective simplifiée décrite en note 2 – Méthodes et règles d'évaluation. Les comptes comparatifs n'ont donc pas été retraités.

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

Notes	Au 31 décembre 2019	Au 30 juin 2019	Au 30 septembre 2018
Résultat net total	(19 220)	(65 327)	(3 839)
Ecarts de conversion	17	90	3
Ecarts actuariels	0	0	6
Autres	0	0	0
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	17	90	(43)
Résultat global	(19 203)	(65 237)	(3 882)
Dont part revenant au Groupe consolidé	(19 206)	(64 719)	(3 942)
Dont part revenant aux intérêts minoritaires	3	(518)	60

Précision : toutes les composantes des autres éléments du résultat global ont vocation à être recyclées en résultat, à l'exception des écarts actuariels liés aux engagements postérieurs à l'emploi.

ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Capital	Primes liées au capital	Actions propres	Autres réserves groupe			Total	Résultats accumulés	Total Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
				Réserves de conversion	OCI	Autres réserves hors OCI/CTA					
Situation ajustée au 1er avril 2018	13 102	27 436	(151)	(748)	(17)	0	(765)	(11 108)	28 514	400	28 914
Ecart de conversion	0	0	0	90	0	0	90	0	90	0	90
Résultat de la période	0	0	0	0	0	0	0	(65 327)	(64 819)	(508)	(65 327)
Total des pertes et profits de la période	0	0	0	90	0	0	90	(65 327)	(64 729)	(508)	(65 237)
Augmentation de capital	4 906	2 107	0	0	0	0	0	0	7 012	0	7 012
Mouvements sur actions propres	0	0	(63)	0	0	0	0	0	(63)	0	(63)
Autres variations	0	0	0	219	17	0	236	166	(106)	0	(105)
Situation Au 30 juin 2019	18 008	29 543	(214)	(439)	0	0	(439)	(76 269)	(29 371)	(108)	(29 479)
Situation ajustée au 1er avril 2018	18 008	29 543	(214)	(439)	0	0	(439)	(76 269)	(29 371)	(108)	(29 479)
Variation de juste valeur	0	0	0	14	0	0	14	0	14	0	14
Ecart de conversion	0	0	0	14	0	0	14	0	14	3	17
Résultat de la période	0	0	0	0	0	0	0	(18 102)	(18 102)	(1 119)	(19 221)
Total des pertes et profits de la période	0	0	0	28	0	0	28	(18 102)	(18 074)	(1 116)	(19 190)
Augmentation de capital	8 629	23 106	0	0	0	0	0	0	31 735	0	31 735
Mouvements sur actions propres	0	0	(16)	0	0	0	0	0	(16)	0	(16)
Autres variations	(16 072)	0	0	154	0	0	154	16 165	247	(117)	130
Situation au 31 Décembre 2019	10 565	52 649	(230)	(257)	0	0	(257)	(78 206)	(15 478)	(1 341)	(16 819)

Les augmentations de capital, détaillées en NOTE 14 – Capital social, correspondent à des augmentations de capital en numéraire, à la conversion d'obligations convertibles en action et à des souscriptions de BSA.

Les normes IFRS 15 et IFRS 16 n'ont pas eu d'impact significatif sur les capitaux propres au 31 décembre 2019 comme cela est précisé respectivement en NOTE 1 – Base de présentation, paragraphe « Normes, amendements de normes et interprétations applicables à partir de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2019. »

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

	Notes	Au 31 décembre 2019 6 mois	Au 30 juin 2019 15 mois	Au 30 septembre 2018 6 mois
Résultat net total consolidé		(19 220)	(65 327)	(3 839)
Ajustements				
Amortissements et provisions		1 039	10 098	1 554
Résultats de cession et des pertes et profits de dilution		(87)	941	3
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		(18 268)	(54 288)	(2 282)
Charge (produit) d'impôt	27	57	7 788	(1 841)
Coût de l'endettement financier net	26	2 698	3 531	1 173
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		(15 513)	(42 969)	(2 950)
Incidence de la variation des stocks	11	(831)	2 216	(2 116)
Incidence de la variation des créances clients et autres débiteurs	12	541	41 299	(12 529)
Incidence de la variation des dettes fournisseurs et autres créditeurs	18	(11 806)	1 178	19 584
Impôts payés		0	194	(14)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		(27 609)	1 918	1 975
Incidence des variations de périmètre	4/5	0	0	0
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	6/7	(1 429)	(3 779)	(1 542)
Variation des prêts et avances consentis	9	510	1 260	1 571
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	6/7	90	433	0
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(829)	(2 086)	29
Augmentation de capital	14	31 755	7 013	3 651
Cession (acquisition) nette d'actions propres		16	63	52
Emission d'emprunts	17	38 255	21 139	10 200
Remboursement d'emprunts	17	(22 439)	(10 574)	(6 266)
Intérêts financiers nets versés	26	(1 786)	(3 434)	(1 098)
Autres flux liés aux opérations de financement	17	557	(13 015)	(10 741)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		46 359	1 192	(4 202)
Incidence de la variation des taux de change		(18)	56	1
Incidence des changements de principes comptables		0		
Variation de la trésorerie		17 903	1 080	(2 198)
Trésorerie d'ouverture	13/17	(23 118)	(24 197)	(24 197)
Trésorerie de clôture	13/17	(5 215)	(23 118)	(26 395)

Le Groupe a appliqué la norme IFRS 16 à compter du 1^{er} juillet 2019 et a opté pour la méthode rétrospective simplifiée décrite en note 2 – Méthodes et règles d'évaluation. Les comptes comparatifs n'ont donc pas été retraités.

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS CONDENSÉS

La présente annexe fait partie intégrante des comptes semestriels consolidés résumés au 31 décembre 2019. Les comptes semestriels consolidés résumés ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 22 mai 2020.

Au 31 décembre 2019, Montagne et Neige Développement SA (ci-après MND SA) est une société anonyme de droit français à conseil d'administration et au capital de 10 570 161,38 €, dont le siège social se situe au Parc d'activités Alpespace – 74 voie Magellan 73800 Sainte-Hélène-du-Lac.

MND SA et ses filiales et sous-filiales (ci-après le « Groupe MND ») conçoivent et construisent des solutions d'aménagement performantes pour développer les sites de montagnes et faciliter la mobilité en zone touristique et urbaine.

Le terme le « Groupe » désigne le groupe de sociétés constitué par la Société et l'ensemble de ses filiales, à savoir 17 filiales et 2 sous-filiales.

Le groupe MND (FR0011584549, MND), architecte de solutions innovantes pour l'aménagement en montagne et la mobilité urbaine, est coté sur le marché réglementé d'Euronext Growth à Paris.

PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

NOTE 1 - Bases de présentation

1.1. Référentiel IFRS

Les comptes consolidés du Groupe Montagne et Neige Développement sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2019, et disponibles sur le site Internet de la Commission Européenne : <http://eur-lex.europa.eu/fr/index.htm>.

Les états financiers consolidés semestriels résumés au 31 décembre 2019 ont été établis en conformité avec la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS. Ces notes doivent donc être complétées par la lecture des états financiers consolidés du 30 juin 2019.

À l'exception des normes entrées en application à partir de l'exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2019 décrites ci-dessous, les méthodes et principes comptables appliqués pour l'établissement des états financiers résumés sont identiques à ceux utilisés pour l'établissement des états financiers au 30 juin 2019.

Normes, amendements de normes et interprétations applicables à partir de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2019

- IFRS 16 « contrats de location », adopté par l'Union Européenne en octobre 2017 ;
- Amendements à IFRS 9 « Caractéristique de remboursement anticipé avec rémunération négative », adopté par l'Union Européenne le 22 mars 2018 ;
- IFRIC 23 « Positions fiscales incertaines », adopté par l'Union Européenne le 23 octobre 2018 ;
- Amendements à IAS 28 « Intérêts à long terme dans les entreprises associées et coentreprises », adopté par l'Union Européenne le 8 février 2019 ;
- Améliorations annuelles des IFRS (cycle 2015-2017), adoptées par l'Union Européenne le 14 mars 2019. Ces améliorations apportent des modifications aux normes IFRS 3 « Regroupement d'entreprise », IFRS 11 « Partenariats », IAS 23 « Coûts d'emprunts » et IAS 12 « Impôt sur le résultat » ;
- Amendements à IAS 19 « Modification, réduction ou liquidation de régime », adoptés par l'Union européenne le 13 mars 2019.

La période comparative présentée n'a pas été retraitée conformément aux dispositions transitoires.

Première application de la norme IFRS 16 relative aux Contrats de location

Comme indiqué dans l'annexe aux comptes consolidés 2019, le Groupe a appliqué au 1^{er} juillet 2019 la norme IFRS 16 sur les contrats de locations en optant pour la méthode rétrospective simplifiée.

L'appréciation des contrats en cours (contrat de location ou bien contrat contenant un contrat de location) a été effectuée au 1^{er} juillet 2019.

Le Groupe a opté pour les options de simplification suivantes :

- Calcul du taux d'emprunt marginal à la date de première application, pour les contrats de location préalablement non retraités, en tenant compte de la durée initiale ;
- Non retraitement des contrats de location dont la durée résiduelle au 1^{er} juillet 2019 est inférieure à douze mois ;
- Une dette sur biens pris en location pour chaque contrat, inscrite au passif, qui correspond à la valeur actualisée des paiements des loyers restants à effectuer déterminée à l'aide du taux marginal d'emprunt du preneur au 1^{er} juillet 2019 sur la base des durées initiales des contrats ;
- Calcul de l'actif lié au droit d'utilisation à l'actif correspondant au montant de la dette de location ;
- Exclusion des coûts directs initiaux de l'évaluation des actifs ;

- Non réalisation de tests de dépréciation, en ajustant la valeur de l'actif du montant des provisions constatées dans la situation financière immédiatement avant la date de première application, au titre des contrats déficitaires. En pratique, il n'existait pas de contrats déficitaires à la date de première application.

Conformément aux dispositions de cette méthode de transition, les comptes comparatifs n'ont pas été retraités. Les principaux impacts sur les agrégats de 2019 sont présentés ci-après :

Impact sur le bilan consolidé

Droits d'utilisation des biens pris en location	
• Biens immobiliers	7 485
• Flotte véhicules & Matériel informatique	1 081
Amortissement des droits d'utilisation des biens pris en location	
• Biens immobiliers	(949)
• Flotte véhicules & Matériel informatique	(92)
Impact sur l'actif au 31 décembre 2019	7 525
Capitaux propres	(96)
Dettes issues de l'application de la norme	7 621
Impact sur le passif au 31 décembre 2019	7 525

Impact sur le compte de résultat consolidé

Loyers	1 209
Amortissements	(1 142)
Coût de l'endettement	(163)
Impact sur le compte de résultat au 31 décembre 2019	(96)

Le tableau de réconciliation entre d'une part les engagements présentés en engagements hors bilan au 30 juin 2019 selon la norme IAS 17, et d'autre part la dette au 1^{er} juillet 2019 au titre des obligations locatives selon la norme IFRS 16 (hors contrats de location financement précédemment retraités) est présenté ci-après :

- Engagement de loyers au 30 juin 2019 indiquée dans l'annexe : 8 017 K€
- Dettes liées aux obligations locatives au 1^{er} juillet 2019 (II) : 7 485 k€
- Différence : 532 K€
- Les principales différences proviennent des durées retenues et des taux d'actualisation.

Le Groupe est en cours d'analyse des incidences de la décision de l'IFRIC publiée en décembre 2019 concernant la détermination de la durée exécutoire d'un contrat de location et la durée d'amortissement des agencements inamovibles.

NOTE 2 – Méthodes et Règles d'évaluation

Les principes et méthodes d'évaluation appliqués par le groupe sont principalement détaillés dans les rapports financiers annuels. Un extrait des principes et règles d'évaluation est repris dans les paragraphes suivants :

Principe de continuité d'exploitation

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

À ce titre, les comptes consolidés du Groupe Montagne et Neige Développement ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 22 mai 2020 selon le principe de prudence et de continuité d'activité .

En effet depuis mi-mars 2020, l'activité MND est très significativement impactée par la crise sanitaire et notamment les décisions de confinement et autres mesures gouvernementales, sans pour autant générer une incertitude significative liée à la continuité d'exploitation.

En effet, les opérations de renforcement de la structure bilancielle et de réaménagement des dettes bancaires, qui ont été réalisées au cours du 1^{er} semestre 2019/2020, se poursuivent au cours du second semestre pour permettre de répondre au risque de liquidité, continuer les restructurations opérationnelles engagées et faire face à la crise sanitaire liée à la pandémie COVID-19.

À ce titre, comme indiqué préalablement, le partenaire financier du groupe MND, Cheyne Capital, a transmis par écrit, avant l'arrêté des comptes semestriels, une lettre d'intention pour la mise en place d'une ligne de financement additionnelle, dont les modalités et les conditions sont actuellement en cours de finalisation. Ce financement pourra s'accompagner de lignes complémentaires actuellement en cours de discussion auprès d'autres partenaires.

La ligne de prêt senior à remboursement *in fine* d'un montant de 35 M€ avec une maturité prévue au 31 décembre 2023, assortie de covenants usuels, a été comptabilisée en dette à moins d'un an compte tenu des bris de covenants. À ce titre, il convient également de souligner qu'un accord a été conclu avec le prêteur postérieurement à la clôture des comptes semestriels 2019/2020.

Le Groupe continuera dans le futur d'avoir des besoins de financement importants pour assurer le financement de ses activités courantes au regard de la saisonnalité marquée de l'activité et pour financer sa croissance.

Il se pourrait toutefois que le Groupe ne parvienne pas à se procurer des capitaux supplémentaires quand il en aura besoin, ou que ses capitaux ne soient disponibles à des conditions financières acceptables pour le Groupe. Si les fonds nécessaires n'étaient pas disponibles, le Groupe pourrait devoir ralentir ses investissements en R&D et en développement commercial, notamment à l'international.

La réalisation de ce risque pourrait avoir un effet défavorable significatif sur le Groupe, son activité, sa situation financière, ses résultats, son développement et ses perspectives.

Recours à des estimations

Les états financiers reflètent les hypothèses et estimations retenues par le Groupe. La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour l'évaluation de certains actifs, passifs, charges et engagements. Les données définitives peuvent différer de ces estimations et hypothèses.

Conversion des états financiers des filiales exprimés en monnaies étrangères

Les bilans des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au taux de change de clôture, à l'exception des capitaux propres convertis au cours moyen pour le résultat, et au cours historique pour les autres éléments. Le tableau des flux de trésorerie est converti au taux de change moyen de l'exercice.

La différence de conversion est inscrite en autres éléments du résultat global. En cas de cession ou de dissolution d'une entité, les écarts de conversion accumulés dans les autres éléments du résultat global sont constatés en résultat de la période.

Les écarts d'acquisition sont suivis dans la devise de la filiale concernée. Aucune filiale significative du Groupe n'est située dans un pays à forte inflation.

Les taux de conversion des devises utilisés sont les suivants :

1 euro =	2019.12		2019.06		2018.09	
	Taux moyens	Taux de clôture	Taux moyens	Taux de clôture	Taux moyens	Taux de clôture
Dollar américain (USD)	1,1094	1,1234	1,1512	1,1380	1,1777	1,1576
Franc suisse (CHF)	1,0959	1,0854	1,1427	1,1105	1,1592	1,1316
Couronne suédoise (SEK)	10,6546	10,4468	10,4183	10,5633	10,3682	10,3090
Livre turque (TRY)	6,3605	6,6843	6,1624	6,5655	5,9109	6,9650
Renminbi (CNY)	7,8008	7,8205	7,7497	7,8185	7,7613	7,9662

Norme IFRS 16 relative aux Contrats de location

Comme indiqué ci-dessus, le Groupe a appliqué la norme IFRS 16 « Contrats de location » au 1^{er} juillet 2019 en optant pour la méthode rétrospective simplifiée. Par application de cette option, les comptes comparatifs n'ont pas été retraités.

Règles de comptabilisation des contrats de location jusqu'au 30 juin 2019, par application de la norme IAS 17 :

Les règles de comptabilisation étaient détaillées dans la note 2.8 – Contrats de locations de l'annexe des comptes annuels 2019. Il n'existait pas de contrat de location financement significatif dans le Groupe.

Règles de comptabilisation des contrats de location depuis le 1^{er} juillet 2019, par application de la norme IFRS 16 :

Les options retenues pour la transition à compter du 1^{er} juillet 2019 ont été détaillées dans la note 1.

La norme IFRS 16 ne fait plus la distinction côté preneur entre les contrats de location financement et les contrats de location simple, telle que précédemment définie par la norme IAS 17.

Les contrats de location ou les contrats qui contiennent un contrat de location sont des contrats qui confèrent le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un temps donné moyennant une contrepartie.

Les contrats de location qui répondent à cette définition sont comptabilisés selon les modalités définies ci-dessous, sauf dans les cas d'exemptions prévus par la norme (durée des contrats inférieure à douze mois, ou biens sous-jacents de faible valeur), et pour les contrats non retraités du fait de leur impact non significatif.

Pour les contrats non retraités en tant que contrats de location, les loyers sont constatés en charges de manière linéaire sur la durée du contrat.

Pour les contrats qui rentrent dans le champ de la norme IFRS 16, les règles de comptabilisation sont les suivantes :

- à la date de début du contrat, le Groupe comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et un passif financier au titre de l'obligation locative ;
- l'obligation locative est évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers non encore versés, sur la durée du contrat. La valeur actualisée est déterminée en utilisant le taux d'intérêt explicite, pour les contrats de crédit-bail, et le taux d'emprunt marginal dans les autres cas. Le taux d'emprunt marginal est calculé pour chaque pays, en fonction de la durée du contrat et du profil de remboursement (taux duration). ;
- la durée d'un contrat de location est la période exécutoire, qui correspond à la période non résiliable. En l'absence de durée mentionnée au sein du contrat, les locations immobilières seront amorties sur 3 ans qui correspond à la durée d'utilisation économique moyenne des biens concernés.

En pratique, les durées retenues pour les contrats de location en France correspondent à la période exécutoire de 9 ans (baux commerciaux « 3/6/9 ») : période non résiliable de trois ans et certitude d'exercer les options de prolongation après trois et six ans.

Il n'existe pas de clause de résiliation anticipée dans les différents baux, et il n'existe pas de clause susceptible d'amener les bailleurs à verser au Groupe une indemnité plus que non significative, en cas de non renouvellement du bail à la fin de la période non résiliable.

Les paiements de loyers correspondent aux paiements fixes, aux paiements variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux, et aux prix d'exercice des options d'achat que le preneur a la certitude raisonnable d'exercer. En pratique, l'essentiel des loyers est fixe, il n'y a pas d'option d'achat et il n'y a pas de pénalité plus que significative en cas de résiliation du bail à l'initiative du bailleur.

L'actif lié au droit d'utilisation est évalué selon le modèle du coût comme suit : le coût est diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, et ajusté pour tenir compte, le cas échéant, des réévaluations de l'obligation locative.

En l'absence d'option d'achat, les actifs liés au droit d'utilisation sont amortis sur la durée du contrat telle que définie ci-dessus.

Dans l'attente de la réponse à la saisine de l'IFRS IC de juin 2019, les agencements liés aux contrats de location sont amortis sur la durée du contrat, sauf s'il existe un faisceau de présomptions montrant que l'actif sous-jacent sera utilisé sur une période supérieure à la durée du contrat.

Impact sur les impôts différés

Dans l'attente de la confirmation par l'IFRS IC, le Groupe a fait le choix de constater un impôt différé sur le retraitement des contrats de location selon la norme IFRS 16, sauf en cas d'impact non significatif.

Impact sur les tests de dépréciation

L'analyse effectuée n'a pas conduit à identifier d'actifs liés aux contrats de location qui seraient à tester indépendamment d'une UGT.

Dans l'attente de précisions sur les modalités pratiques de réalisation des tests de dépréciation intégrant le retraitement de la norme IFRS 16, et compte tenu des nombreuses difficultés pratiques identifiées, les tests de dépréciation ont été réalisés d'une part, avant la norme IFRS 16, et d'autre part, de manière approchée en intégrant dans la valeur comptable de l'UGT l'actif lié au droit d'utilisation et la dette liée à l'obligation locative, sans modification du calcul des flux de trésorerie prévisionnels.

Il est à noter qu'il n'existe pas d'UGT pour lesquelles la valeur recouvrable était proche de la valeur nette comptable au 30 juin 2019, et comprenant des contrats de location. Par ailleurs, la première application de la norme IFRS 16 ne devrait en principe pas avoir d'impact significatif dans le cas d'une valeur recouvrable déterminée par rapport à des flux de trésorerie prévisionnels.

Impact sur les flux de trésorerie

Conformément à la norme IAS 7, seuls les remboursements de la dette liée aux obligations locatives sont reportés dans le tableau des flux de trésorerie, en flux de financement. Les flux liés aux augmentations des actifs et passifs liés aux contrats de location sont compensés.

Les intérêts versés sur les dettes liées aux obligations locatives sont présentés en flux de « Variation de l'endettement », comme les autres intérêts versés.

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le Groupe applique la norme IFRS 15 à compter de l'exercice 2018/2019, y compris les amendements « Clarifications d'IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ». La norme pose les principes de comptabilisation du chiffre d'affaires sur la base d'une analyse en cinq étapes successives :

- L'identification du contrat ;

- L'identification des différentes obligations de performance c'est-à-dire la liste des biens ou services distincts que le vendeur s'est engagé à fournir à l'acheteur ;
- La détermination du prix global du contrat ;
- L'allocation du prix global à chaque obligation de performance ;
- La comptabilisation du chiffre d'affaires lorsqu'une obligation de performance est satisfaite.

L'analyse du chiffre d'affaires dans le cadre de la norme IFRS 15 a permis de mettre en évidence deux familles principales de ventes :

- (1) les ventes de produits finis,
- (2) les ventes de projets,

On retrouve ces deux familles de ventes dans chacune des 4 activités du Groupe, « Sécurité », « Enneigement », « Remontées mécaniques », « Loisir d'été ».

Quelle que soit l'activité concernée, les ventes de produits finis doivent faire l'objet d'un transfert de contrôle pour être reconnu en chiffre d'affaires. Concernant les ventes « sortie d'usine », le transfert de contrôle vers le client ne se réalisant que lorsque la marchandise a été transférée au client, le revenu de la vente ne peut plus être reconnu en IFRS 15 contrairement à l'exercice précédent.

Concernant les ventes de projets, l'analyse des contrats a conduit à différencier la reconnaissance du revenu selon les activités. En effet, pour l'activité « Sécurité », l'application de la norme a conduit à considérer plusieurs obligations de performance fonction des prestations réalisées (principalement les études, la livraison du matériel, les travaux d'implantation, et l'installation et la mise en route). Pour chacune de ces obligations de performance, le chiffre d'affaires est désormais reconnu lors du transfert de contrôle au client. En effet, les produits de cette activité (principalement les déclencheurs d'avalanche) ne sont pas suffisamment spécifiques à un projet donné. Quant aux autres activités, c'est à dire « Enneigement », « Remontées mécaniques » et « Loisir d'été », l'application de la norme a conduit à ne considérer qu'une seule obligation de performance et à reconnaître le chiffre d'affaires selon la méthode de l'avancement par les coûts, lorsque les conditions prévues par le paragraphe 35 de la norme sont remplies.

Par ailleurs, le Groupe intervient en tant que principal partenaire vis-à-vis de ses clients et non en tant qu'intermédiaire. Il n'existe pas de composante de financement significative dans les contrats signés avec les clients. Il n'existe pas d'autre actif lié aux contrats clients (coûts marginaux d'obtention de contrats clients ou coûts d'exécution de contrats clients). Les passifs liés aux contrats clients correspondent essentiellement à des avances reçues et à des produits constatés d'avance.

Dans le cas où la prévision à fin d'affaires fait ressortir un résultat déficitaire, une provision pour perte à terminaison est comptabilisée indépendamment de l'avancement du chantier, en fonction de la meilleure estimation des résultats prévisionnels intégrant, le cas échéant, des droits à recettes complémentaires ou à réclamation, dans la mesure où ils sont quasi-certains et peuvent être évalués de façon fiable. Les provisions pour pertes à terminaison sont présentées au passif du bilan.

NOTE 3 - Périmètre de consolidation

3.1. Entrées / Sorties de périmètre

Au cours de l'exercice, la société SUFAG TURKEY est sortie du périmètre de consolidation du Groupe MND.

3.2. Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2019

Unités	Société mère	Pays	Activité	Au 31 décembre 2019			Au 30 juin 2019		
				Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Méthode de conso.	Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Méthode de conso.
MONTAGNE ET NEIGE DEVELOPPEMENT	MONTAGNE ET NEIGE DEVELOPPEMENT	France	Services	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
LST	MONTAGNE ET NEIGE DEVELOPPEMENT	France	Remontées mécaniques	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
LST	MONTAGNE ET NEIGE DEVELOPPEMENT	Allemagne	Remontées mécaniques	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
LST	LST (France)	Italie	Remontées mécaniques	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
TECHNOLOGIE ALPINE DE SECURITE	MONTAGNE ET NEIGE DEVELOPPEMENT	France	Sécurité	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
MBS	MONTAGNE ET NEIGE DEVELOPPEMENT	France	Sécurité	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
ATM	MBS	France	Sécurité	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
SUFAG	MONTAGNE ET NEIGE DEVELOPPEMENT	France	Enneigement	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
SUFAG	MONTAGNE ET NEIGE DEVELOPPEMENT	Suède	Enneigement	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
SUFAG	SUFAG (France)	Turquie	Enneigement	-	-	-	100,00 %	100,00 %	IG
MND AUSTRIA (anciennement SUFAG GMBH)	MONTAGNE ET NEIGE DEVELOPPEMENT	Autriche	Distribution	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
TECHFUN	MONTAGNE ET NEIGE DEVELOPPEMENT	France	Loisirs	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
MND AMERICA	MONTAGNE ET NEIGE DEVELOPPEMENT	USA	Distribution	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
MND SWISS	MONTAGNE ET NEIGE DEVELOPPEMENT	Suisse	Distribution	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
MND ITALIA	MONTAGNE ET NEIGE DEVELOPPEMENT	Italie	Distribution	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
MND IBERIA	MONTAGNE ET NEIGE DEVELOPPEMENT	Espagne	Distribution	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
MND TURKEY	MONTAGNE ET NEIGE DEVELOPPEMENT	Turquie	Distribution	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
MND SVERIGE	MONTAGNE ET NEIGE DEVELOPPEMENT	Suède	Distribution	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
MND CHINA	MONTAGNE ET NEIGE DEVELOPPEMENT	Chine	Distribution	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
MND MOUNTAIN DEVELOPMENT	MONTAGNE ET NEIGE DEVELOPPEMENT	Chine	Distribution	80,00 %	80,00 %	IG	80,00 %	80,00 %	IG

NOTE 4 - Comparabilité des comptes

Pour rappel, au cours de l'assemblée générale mixte du 27 septembre 2018, les actionnaires ont approuvé la modification des dates d'ouverture et de clôture de l'exercice social, pour les fixer respectivement au 1^{er} juillet et au 30 juin de chaque année.

La société a opté pour la présentation des données comparatives au 30 septembre 2018, qui sont les données semestrielles arrêtées et publiées les plus récentes.

Les comptes semestriels clos au 31 décembre 2019 ainsi que ceux clos au 30 septembre 2018 n'ont pas fait l'objet de procédures de revue des auditeurs.

NOTES SUR L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

NOTE 5 - Écarts d'acquisition

Montants bruts	Ecart d'acquisition	
Au 30 juin 2019		13 147
• Acquisitions / Augmentations de l'exercice		
• Cessions / Diminutions de l'exercice		
• Écart de conversion		2
Au 31 décembre 2019		13 149
Pertes de valeurs		
Au 30 juin 2019		443
• Dotations de l'exercice		0
• Diminutions de l'exercice		0
• Test de dépréciation		0
• Écart de conversion		0
Au 31 décembre 2019		443
Montants nets		
Au 30 juin 2019		12 704
Au 31 décembre 2019		12 706
Par UGT	Valeurs nettes au 31 décembre 2019	Valeurs nettes au 30 juin 2019
Sécurité des sites de loisirs	3 893	3 892
Protection contre les risques naturels	6 095	6 094
Enneigement de culture	663	663
Remontées mécaniques	1 809	1 809
Loisirs	246	246
TOTAL	12 706	12 704
Par secteur d'activité	Valeurs nettes au 31 décembre 2019	Valeurs nettes au 30 juin 2019
Sécurité et loisirs	10 234	10 232
Enneigement et remontées mécaniques	2 472	2 472
TOTAL	12 706	12 704

Au 31 décembre 2019, et dans le cadre de la revue de ses écarts d'acquisition significatifs, le Groupe n'a pas identifié d'indices de perte de valeur qui conduiraient à mettre en œuvre des tests de dépréciation.

NOTE 6 - Immobilisations incorporelles

	Frais de développements	Brevets, licences	Fonds commercial	Autres immobilisations	Total
Montants bruts					
Au 30 juin 2019	9 864	3 880	0	7 584	21 328
• Augmentations de l'exercice	367	4		867	1 238
• Diminutions de l'exercice				(4)	(4)
• Transferts	24			(24)	0
• Variations de périmètre					0
• Écart de conversion					0
• Reclassement des actifs liés aux droits d'utilisation				(1 812)	(1 812)
Au 31 décembre 2019	10 255	3 884	0	6 611	20 750
Amortissements et pertes de valeurs					
Au 30 juin 2019	(2 923)	(1 722)	0	(680)	(5 325)
• Dotations de l'exercice	(555)	(137)		0	(692)
• Diminutions de l'exercice				3	3
• Transferts					0
• Variations de périmètre					0
• Impairment					0
• Écart de conversion					0
• Reclassement des actifs liés aux droits d'utilisation				561	561
Au 31 décembre 2019	(3 478)	(1 859)	0	(116)	(5 453)
Montants Nets					
Au 30 juin 2019	6 941	2 158	0	6 904	16 003
Au 31 décembre 2019	6 777	2 025	0	6 495	15 297

Dans la continuité de l'exercice clos au 30 juin 2019, le Groupe a poursuivi ses investissements, principalement dans le secteur du transport urbain, avec un montant de dépenses R&D à hauteur de 1,2 M€.

Ces projets capitalisés sont nettement individualisés et ont de sérieuses chances de rentabilité commerciale. Ces dépenses sont amorties sur une durée comprise entre 5 et 12 années. Ils seront activés à la fin de la période de développement précédant la phase d'industrialisation et de commercialisation.

Les analyses effectuées n'ont pas conduit à identifier des indices de pertes de valeur sur les projets capitalisés.

NOTE 7.1 - Immobilisations corporelles

	Terrains et Constructions	Instal. techn., mat. et out.	Autres immo. Corporelles	Immo. en cours et avances	Total
Montants bruts					
Au 30 juin 2019	295	14 088	3 291	0	17 675
• Augmentations de l'exercice		13	109	70	192
• Diminutions de l'exercice	(62)	(11)			(73)
• Transferts					0
• Variations de périmètre					0
• Écart de conversion		(24)	29		5
• Reclassement des actifs liés aux droits d'utilisation		(10 290)			(10 290)
Au 31 décembre 2019	233	3 776	3 429	70	7 509
Amortissements					
Au 30 juin 2019	(122)	(6 366)	(2 035)	0	(8 523)
• Dotations de l'exercice	(137)	(220)	(93)		(450)
• Diminutions de l'exercice	62				62
• Transferts					0
• Variations de périmètre					0
• Impairment					0
• Écart de conversion	7				7
• Reclassement des actifs liés aux droits d'utilisation		3 485			3 485
Au 31 décembre 2019	(190)	(3 101)	(2 128)	0	(5 419)
Montants nets					
Au 30 juin 2019	174	7 722	1 256	0	9 151
Au 31 décembre 2019	44	675	1 301	70	2 089

NOTE 7.2 – Actifs liés aux droits d'utilisation

	Terrains et Constructions	Instal. techn., mat. et out.	Autres immo. Corporelles	Autres immo. Incorporelles	Total
Montants bruts					
Au 30 juin 2019	0	0	0	0	0
• Augmentations de l'exercice					0
• Diminutions de l'exercice					0
• Transferts					0
• Variations de périmètre					0
• Écart de conversion					0
• Reclassement des actifs liés aux droits d'utilisation (crédit-bail)		10 290		1 812	12 102
• Autres actifs liés aux droits d'utilisation au 1er juillet 2019	7 485		1 081		8 566
Au 31 décembre 2019	7 485	10 290	1 081	1 812	20 668
Amortissements					
Au 30 juin 2019	0	0	0	0	0
• Dotations de l'exercice		(356)		(114)	(470)
• Diminutions de l'exercice					0
• Transferts					0
• Variations de périmètre					0
• Impairment					0
• Écart de conversion					0
• Reclassement des actifs liés aux droits d'utilisation (crédit-bail)		(3 485)		(561)	(4 046)
• Autres actifs liés aux droits d'utilisation au 1er juillet 2019	(949)		(92)		(1 041)
Au 31 décembre 2019	(949)	(3 841)	(92)	(675)	(5 557)
Montants nets					
Au 30 juin 2019	0	0	0	0	0
Au 31 décembre 2019	6 536	6 449	989	1 137	15 111

NOTE 8 - Titres mis en équivalence

Non applicable car toutes les sociétés sont en intégration globale.

NOTE 9 - Autres actifs financiers non courants

	Au 31 décembre 2019	Au 30 juin 2019
Prêts, cautionnements et autres créances - non courants	2 035	2 545
Valeurs brutes	2 035	2 545
Provision pour dépréciation	0	0
Valeurs nettes	2 035	2 545

Les prêts, cautionnements et autres créances - non courants regroupent essentiellement des dépôts de garantie versés principalement par les sociétés filiales françaises aux sociétés propriétaires des bâtiments industriels des sites français et des cautions bancaires.

La variation constatée dans les comptes au 31 décembre 2019 par rapport à N-1 concerne principalement le remboursement des gages espèces de BPI France.

NOTE 10 - Impôts différés actifs

Les actifs d'impôts différés relatifs aux déficits fiscaux reportables ne sont comptabilisés que dans la mesure où ils pourront être imputés sur des différences taxables futures, ou lorsqu'il existe une probabilité raisonnable de réalisation ou de recouvrement par imputation sur des résultats futurs. Les résultats futurs sont pris en compte en fonction d'un horizon prévisible (à 5 ans), au regard des prévisions disponibles, qui dépend des sociétés du Groupe. Le calcul effectué tient compte des dispositions fiscales applicables en France en matière d'utilisation des déficits fiscaux reportables (plafonnement des utilisations, etc.).

L'application d'IFRS 16 au 1^{er} juillet 2019 n'a pas conduit à constater d'impôts différés significatifs.

Au 31 décembre 2019, et conformément à l'IAS 12, l'historique des pertes récentes a conduit le Groupe à ne reconnaître aucun impôt différé actif relatif aux déficits fiscaux reportables.

	Différences temporaires	Reports déficitaires	Retraite	Retraitements divers	Total
Au 30 juin 2019	23	(0)	139	(1 755)	(1 596)
• Incidence résultat	9	0	14	32	55
Au 31 décembre 2019	32	(0)	153	(1 723)	(1 541)

NOTE 11 - Stocks

	Au 31 décembre 2019	Au 30 juin 2019
Stocks matières premières et fournitures	17 302	15 800
Encours de Production	6 863	8 879
Stocks de marchandises	2 016	1 737
Valeurs brutes	26 181	26 416
Provision pour dépréciation	(8 575)	(7 979)
Valeurs nettes	17 606	18 437

NOTE 12 - Clients et autres débiteurs

	Au 31 décembre 2019	Au 30 juin 2019
Avances et acomptes versés sur commandes	1 265	419
Créances clients	19 671	19 128
Actifs sur contrats clients	13 472	11 454
Créances sociales	8	7
Créances fiscales	5 747	5 635
Comptes courants débiteurs	0	2 950
Débiteurs divers	3 004	1 759
Valeurs brutes	43 167	41 352
Provision pour dépréciation	(7 021)	(3 170)
Valeurs nettes	36 146	38 182
Échéancement	Au 31 décembre 2019	Au 30 juin 2019
Inférieur à un an	36 146	38 182
Compris entre un et cinq ans	0	0
Supérieur à cinq ans	0	0
Total	36 146	38 182

Le poste « Clients et comptes rattachés » s'élève à 19,7 M€ au 31 décembre 2019 en lien avec la saisonnalité de l'activité.

Le poste « Créances fiscales » est composé essentiellement de TVA (crédit de TVA, TVA déductible sur décaissements, TVA sur factures non parvenues).

Il n'existe pas de créance déconsolidée sur les exercices présentés.

La dépréciation concerne uniquement le poste « Clients et comptes rattachés. »

Au regard de la situation en France et à l'international et face à l'incertitude et au risque important d'irrécouvrabilité de certaines créances, le Groupe a, par mesure de prudence, comptabilisé une dotation aux provisions pour dépréciation des créances pour un montant de 3,9 M€.

NOTE 13 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Au 31 décembre 2019	Au 30 juin 2019
Disponibilités à court terme	1 421	428
VMP et autres placements	0	0
Total	1 421	428

Il n'existe pas de trésorerie soumise à des restrictions ou à des garanties.

NOTE 14 - Capital Social

Au 31 décembre 2019, le capital de la Société était composé 105 384 593 actions dont 999 364 actions de préférence à dividende prioritaire, dites « ADP2012 ». Celles-ci n'ont pas de droit au versement du dividende ordinaire de la Société et ne sont pas cotées sur le marché Euronext Growth. En revanche, chaque ADP2012 a droit à un dividende annuel prioritaire et cumulatif, versé par préférence à toutes les autres actions de la Société (« le Dividende Prioritaire »). Le Dividende Prioritaire est égal au taux du Dividende Prioritaire multiplié par 2,5 et ne s'applique que pour les exercices sociaux clos après le 1^{er} avril 2018, si l'option d'achat n'a pas été activée.

Le Dividende Prioritaire est cumulatif. Au paiement du Dividende Prioritaire s'ajoute donc le cas échéant le paiement d'un dividende cumulé (le « Dividende Cumulé »), qui sera égal à la somme des montants des Dividendes Prioritaires non versés durant au maximum les cinq exercices sociaux qui précèdent l'exercice social au cours duquel le Dividende Prioritaire est versé, montants auxquels est appliqué un taux de capitalisation annuel de 15%.

L'actionnaire historique Montagne et Vallée, qui disposait d'une option d'achat des ADP2012 à son profit, a procédé en date du 16 octobre 2019 à l'achat des 999 360 actions de préférence dites ADP2012. Ainsi l'Assemblée Générale Spéciale des porteurs d'actions de préférence des ADP2012 s'est tenue le 21 février 2020 et à adopter la résolution pour la conversion des ADP2012 en actions ordinaires.

Au cours du premier semestre de l'exercice, clos au 31 décembre 2019, le Groupe a procédé à :

- Plusieurs augmentations de capital pour un montant total de 8,6 M€ ;
- Réduction de capital par voie de diminution de la valeur nominale.

Le tableau ci-dessous synthétise les opérations capitalistiques intervenues depuis le 30 juin 2019.

Total au 30 juin 2019					19 363 514	0,93 €	18 008 068,02 €
18/09/2019	Réduction du capital social par voie de diminution de la	-	-	-	19 363 514	0,10 €	1 936 351,40 €
18/09/2019	Augmentation de capital par émission d'actions nouvelles	4 878 048,80 €	11 652 728,37 €	48 780 488	68 144 002	0,10 €	6 814 400,20 €
27/09/2019	Augmentation de capital par émission d'actions nouvelles	3 658 536,60 €	11 341 463,46 €	36 585 366	104 729 368	0,10 €	10 472 936,80 €
07/11/2019	Souscription de BSA	7 718,20 €	23 926,42 €	77 182	104 806 550	0,10 €	10 480 655,00 €
02/12/2019	Souscription de BSA	2 486,10 €	7 706,91 €	24 861	104 831 411	0,10 €	10 483 141,10 €
02/12/2019	Souscription de BSA	2 486,10 €	7 706,91 €	24 861	104 856 272	0,10 €	10 485 627,20 €
02/12/2019	Souscription de BSA	2 486,10 €	7 706,91 €	24 861	104 881 133	0,10 €	10 488 113,30 €
16/12/2019	Conversion d'OC	50 346,00 €	111 654,00 €	503 460	105 384 593	0,10 €	10 538 459,30 €
Total au 31 décembre 2019					105 384 593	0,10 €	10 538 459,30 €

NOTE 15 – Provisions pour risques et charges non courantes et courantes

	Garanties	Pensions et retraites	Autres	Total
Au 30 juin 2019	42	857	0	899
• Dotations de l'exercice		65		65
• Reprise de provision non utilisée	(10)			(10)
Au 31 décembre 2019	32	922	0	954

	Garanties	Litiges	Restructuration	Total
Au 30 juin 2019	933	247	4 687	5 867
• Reprise de provision utilisée		(122)	(869)	(991)
Au 31 décembre 2019	933	125	3 818	4 876

Les provisions pour « garanties » concernent essentiellement le secteur opérationnel « enneigement & remontées mécaniques » et sont individualisées par chantier.

Les écarts actuariels et écarts de conversion sont constatés directement en autres éléments du résultat global.

NOTE 16 - Provisions pour retraites et assimilés

Après leur départ en retraite, les salariés du Groupe perçoivent des pensions en vertu des systèmes de retraite conformes aux lois et usages des pays dans lesquels les sociétés du Groupe exercent leur activité.

Les engagements du Groupe sont comptabilisés sous forme de provisions ou de cotisations versées dans ce cadre à des caisses de retraites indépendantes et à des organismes légaux chargés d'en assurer le service.

Les indemnités de départ en retraite, qui figurent en engagements hors bilan dans les comptes sociaux, font l'objet de provisions dans les comptes consolidés.

Les engagements comptabilisés dans les comptes consolidés sont calculés selon la méthode prospective par actualisation des droits futurs.

Variation de l'engagement net reconnu au bilan	Au 31 décembre 2019	Au 30 juin 2019
Dette actuarielle de début de période	857	765
Charge d'intérêt		
Coût des services rendus	99	92
Gains ou pertes actuariels	-34	0
Dette actuarielle de fin de période	922	857

Le Groupe ne disposant pas d'actif de couverture, l'intégralité de l'engagement exposé ci-dessus est inscrit au passif du Groupe.

Aucun changement de régime n'est intervenu sur les exercices présentés.

Le tableau suivant présente les principales hypothèses retenues pour les clôtures 31 décembre 2019 et 30 juin 2019.

	Au 31 décembre 2019	Au 30 juin 2019
Table de mortalité	INSEE 2017	INSEE 2017
Age de départ à la retraite	65 ou 67 ans	65 ou 67 ans
Taux de charges sociales moyen	44,55%	44,55%
Taux d'actualisation (iBoxx)	0,77%	0,77%
Taux de revalorisation des salaires	1,00%	1,00%
Taux de turn-over	Variable par tranche d'âge	Variable par tranche d'âge

NOTE 17 - Emprunts et dettes financières

Au 30 juin 2019	Au 31 mars 2018	Emissions	Remboursements	Conversion OC	Reclassement	Variation des cours de change	Au 30 juin 2019
Emprunts obligataires	0	19 670		(6 750)	(500)		12 420
BPIFrance Innovation / Adème	30				(30)		0
Emprunts auprès étab. de crédit	1 093				(1 093)		0
Dettes financières crédit-bail	3 791				(3 791)		0
Autres emprunts et dettes assimilées	154				(154)		0
Intérêts courus	0						0
Dettes financières non courantes	5 068	19 670	0	(6 750)	(5 568)	0	12 420
Emprunts obligataires	0				500		500
BPIFrance Innovation / Adème	8 957	674	(290)		30		9 371
Emprunts auprès étab. de crédit	12 060	450	(519)		1 093		13 084
Dettes financières crédit-bail	2 723	345	(3 015)		3 791		3 844
Autres emprunts et dettes assimilées	16 212		(13 015)		154		3 351
Intérêts courus	118	97					215
Concours bancaires courants	25 002		(1 456)				23 546
Dettes financières courantes	65 072	1 566	(18 295)	0	5 568	0	53 911

Échéancement	Au 31 mars 2018	Au 30 juin 2019
Inférieur à un an	65 072	53 911
Compris entre un et deux ans	2 572	12 420
Compris entre deux et trois ans	1 311	0
Compris entre trois et quatre ans	693	0
Supérieur à cinq ans	491	0
Total	70 140	66 331

Au 31 décembre 2019	Au 30 juin 2019	Emissions	Remboursements	Conversion OC	Reclassement (1)	Variation des cours de change	Au 31 décembre 2019
Emprunts obligataires	12 420				(24)		12 396
BPIFrance Innovation / Adème	0						0
Emprunts auprès étab. de crédit	0	37 380	(280)		(35 000)		2 100
Dettes financières crédit-bail	0				3 053		3 053
Autres emprunts et dettes assimilées	0				2 383		2 383
Dettes sur obligations locatives	0	6 503					6 503
Intérêts courus	0						0
Dettes financières non courantes	12 420	43 883	(280)	0	(29 588)	0	26 435
Emprunts obligataires	500			(161)	24		363
BPIFrance Innovation / Adème	9 371		(8 258)				1 113
Emprunts auprès étab. de crédit	13 084		(13 084)		32 679		32 679
Dettes financières crédit-bail	3 844		(601)		(3 053)		190
Autres emprunts et dettes assimilées	3 351				(2 383)		968
Dettes sur obligations locatives	0	2 164	(1 096)				1 068
Intérêts courus	215	875	(215)				875
Concours bancaires courants	23 546		(14 080)				9 466
Dettes financières courantes	53 911	3 039	(37 334)	(161)	27 267	0	46 722
Échéancement	Au 30 juin 2019						Au 31 décembre 2019
Inférieur à un an	53 911						46 722
Compris entre un et deux ans	12 420						19 003
Compris entre deux et trois ans	0						3 540
Compris entre trois et quatre ans	0						2 459
Supérieur à cinq ans	0						1 433
Total	66 331						73 157

(1) - le reclassement tient compte du retraitement des frais d'émission d'emprunt d'un montant de 2 321 K€

Au cours de l'exercice, le groupe a œuvré, avec succès, au renforcement de sa structure bilancielle et au réaménagement de ses dettes bancaires, avec l'appui d'un nouveau partenaire financier aux côtés de Montagne & Vallée, l'actionnaire de référence de MND.

Ces opérations se sont traduites par la réalisation :

- de deux augmentations de capital au mois de septembre 2019, pour un montant total brut de 35 M€. En contrepartie des prêts accordés pour réaliser ces augmentations de capital, le partenaire financier a sécurisé par des garanties usuelles des contrats de financement bancaire et s'est vu attribuer une action de préférence au capital de M&V et une action de préférence au capital de Cheydemont.,
- et par le réaménagement de 34,8 M€ de dettes bancaires à court et moyen terme, en une seule ligne de prêt senior à remboursement *in fine* avec une maturité prévue au 31 décembre 2023, assortie de covenants usuels, tenant notamment au respect trimestriel de ratios financiers permettant d'apprécier le poids de la dette sur le bilan et le compte de résultats (trésorerie disponible, ratio Dette Financière Nette ajustée / Ebitda ajusté et ratio Ebitda ajusté / Intérêts).

L'application des normes IFRS et notamment de l'IAS 1 a conduit le Groupe à reclasser la dette senior d'un montant de 35 M€ en passif courant conformément au non-respect des covenants. Postérieurement à la date de clôture, le Groupe a toutefois obtenu l'accord (waivers) avec le fonds d'investissement pour maintenir l'échéance du prêt senior au 31 décembre 2023 (se référer à la note 2 – Méthodes et règles d'évaluation).

Le Groupe a par ailleurs constaté dans ses comptes clos au 31 décembre 2019, une nouvelle dette bancaire liée à l'application de la norme IFRS 16. Cette dette est identifiée de manière distincte (« Impact IFRS 16 ») dans le tableau ci-dessus avec un impact dans les comptes 2019 comme suit :

- Emission d'un nouvel emprunt de 8 667 K€ ;
- Remboursement constaté de 1 096 K€.

NOTE 18 - Fournisseurs et autres créditeurs

	Au 31 décembre 2019	Au 30 juin 2019
Dettes fournisseurs	22 326	32 486
Dettes sociales	4 436	5 035
Dettes fiscales	6 282	5 386
Comptes courants créditeurs	0	0
Dettes diverses	3 558	3 843
Autres passifs courants	16	105
Passifs sur contrats	4 175	5 744
Total	40 793	52 599
Échéancement	Au 31 décembre 2019	Au 30 juin 2019
Inférieur à un an	40 793	52 599
Compris entre un et cinq ans	0	0
Supérieur à cinq ans	0	0
Total	40 793	52 599

La baisse des dettes d'exploitation reflète la saisonnalité des activités du Groupe.

NOTES SUR L'ÉTAT DU RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ

NOTE 19 – Chiffre d'affaires consolidé

Chiffre d'affaires consolidé

	Au 31 décembre 2019		Au 30 septembre 2018	
Production vendue de biens	22 121	75,0%	32 424	85,4%
Production vendue de services	3 673	12,4%	4 458	11,7%
Ventes de marchandises	3 715	12,6%	1 094	2,9%
Total	29 509	100,0%	37 976	100,0%

La « Production vendue de services » regroupe principalement les prestations de montage (réalisées lors de contrats clé en main) et de service après-vente.

Chiffre d'affaires par zone géographique

	Au 31 décembre 2019		Au 30 septembre 2018	
France	11 054	37,5%	12 073	31,8%
Europe (hors France)	11 791	40,0%	10 817	28,5%
Amérique du Nord	1 469	5,0%	1 687	4,4%
Asie	4 705	15,9%	13 063	34,4%
Reste du monde	490	1,7%	336	0,9%
Total	29 509	100,0%	37 976	100,0%

Au 1^{er} semestre de son exercice 2019/2020, le groupe MND a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 29,5 M€ contre 38,0 M€ en septembre 2018.

Sur le plan géographique, le groupe MND a réalisé 38% de son activité semestrielle en France (vs. 32% au 1^{er} semestre 2018/2019), 40% en Europe (hors France) (vs. 28%) et 22% sur les autres continents (vs. 40%).

NOTE 20 – Achats consommés

	Au 31 décembre 2019	Au 30 septembre 2018
Achat sous-traitance industrielle	(5 972)	(3 543)
Achat matières premières, fournit. & aut. appro.	(10 345)	(14 956)
Variation stocks matières premières, fournit. & autres appro.	(5 531)	1 729
Achats de marchandises	(3 106)	(6 097)
Variation stocks de marchandises	273	286
Achats non stockés de matières et fournitures	(456)	(383)
Rep. dép. des stocks MP et marchandises	4 981	0
Total	(20 156)	(22 964)

NOTE 21 – Charges externes

	Au 31 décembre 2019	Au 30 septembre 2018
Sous-traitance générale	(139)	0
Locations et charges locatives	(1 845)	(1 602)
Primes d'assurance	(378)	(383)
Entretiens et réparations	(385)	(302)
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	(189)	(1 947)
Publicités	(457)	(654)
Transports	(1 358)	(699)
Déplacements, missions	(823)	(734)
Frais postaux et télécommunication	(156)	(127)
Divers	(1 771)	(1 268)
Impact IFRS 16	1 209	0
Total	(6 292)	(7 716)

La variation du poste « Rémun. d'intermédiaires & honoraires » concerne principalement une commission sur vente comptabilisée en N-1.

Au 31 décembre 2019, l'impact sur les charges externe de la norme IFRS 16 pour le Groupe se traduit par l'annulation de 1 209 K€ de loyers immobiliers et mobiliers.

NOTE 22 - Charges de personnel et effectifs

	Au 31 décembre 2019	Au 30 septembre 2018
Rémunération du personnel	(7 699)	(7 271)
Charges sociales	(2 714)	(2 565)
Dotations nettes pour engagement de retraite	(69)	(52)
TOTAL	(10 482)	(9 888)

Les charges de personnel sur le premier semestre 2019/2020 s'élèvent à 10,4 M€ en progression par rapport à l'année dernière. En effet, le Groupe poursuit son développement et renforce ainsi ses équipes en France et à l'international sur les zones géographiques à fort potentiel de croissance.

<u>Effectifs moyens des sociétés intégrées</u>	Au 31 décembre 2019	Au 30 septembre 2018
Cadres	151	136
Techniciens, agents de maîtrise, employés, ouvriers et C.D.D.	184	235
Total	335	371

En date du 31 décembre 2019, le Groupe compte 335 salariés pour 371 collaborateurs au 30 septembre 2018.

L'effectif total du Groupe ne comprend que les personnes salariées des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation.

NOTE 23 – Dotation aux dépréciations et provisions

	Au 31 décembre 2019	Au 30 septembre 2018
Dot. aux provisions d'exploitation	(1 378)	0
Dot./dép. des stocks en-cours et produits finis	0	0
Dot./dép. des actifs circulants	(4 709)	(100)
Rep. aux provisions d'exploitation	0	30
Rep./dép. des créances	262	0
Total	(5 825)	(70)

Le Groupe a comptabilisé une provision pour dépréciation des stocks d'un montant de 0,6M€ et des créances clients d'un montant net de 3,9 M€ au 31 décembre 2019. Enfin, une provision pour perte à terminaison d'un montant de 1,4 M€ a été comptabilisée au 31 décembre 2019.

NOTE 24 - Autres produits et charges d'exploitation

	Au 31 décembre 2019	Au 30 septembre 2018
Crédits d'Impôt Recherche et Crédit d'Impôt Export	64	313
Subventions d'exploitation	0	146
Produits et charges diverses	(257)	36
Total	(193)	495

NOTE 25 – Indicateurs de performance

	Au 31 décembre 2019	Au 30 septembre 2018
Chiffres d'Affaires	29 509	37 976
Achats Consommés	(20 156)	(22 964)
Marge brute	9 353	15 012
Charges externes	(6 292)	(7 716)
Charges de Personnel	(10 482)	(9 889)
Impôts et Taxes	(331)	(273)
Autres Produits et Charges d'exploitation	(193)	495
EBITDA	(7 945)	(2 370)

Le Groupe suit la marge brute comme indicateur afin de mesurer sa performance indépendamment de ses charges externes, charges de personnel et de sa politique de financement et d'amortissement. Le calcul de cet indicateur est déterminé comme suit :

Marge brute : Chiffre d'affaires – Achats consommés

Le Groupe suit l'EBITDA comme indicateur de performance afin de mesurer la performance du Groupe indépendamment de sa politique de financement et d'amortissement. L'abréviation EBITDA signifie : « Earnings before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization ». Le calcul de cet indicateur est déterminé comme suit :

EBITDA = Résultat Opérationnel Courant (ROC) + (amortissements, dépréciations, provisions).

NOTE 26 – Autres produits et charges opérationnels non courants

	Au 31 décembre 2019	Au 30 septembre 2018
Autres produits	1 601	153
Autres charges	(1 800)	(631)
TOTAL	(199)	(478)

Le poste « Autres produits » regroupe principalement les reprises de provision pour un montant de 1,5 M€ et en parallèle le poste « Autres charges » comprend notamment les charges liées à ces reprises.

NOTE 27 - Résultat financier

Les pertes de change s'élèvent à 0,4 M€ contre 0,1 M€ à l'exercice clos au 30 septembre 2018. L'augmentation du coût de l'endettement financier tient compte de la restructuration de la dette du Groupe sur l'exercice en cours.

	Au 31 décembre 2019	Au 30 septembre 2018
Gains de change	163	144
Pertes de change	(430)	(148)
Autres produits financiers	77	87
Produits financiers	(190)	83
Coût de l'endettement financier net	(2 070)	(927)
Impact IFRS 16	(163)	0
Autres charges financières	(17)	(411)
Charges financières	(2 250)	(1 338)
Résultat financier	(2 440)	(1 255)

NOTE 28 - Impôts sur les résultats

<u>Composantes de la charge d'impôt</u>	Au 31 décembre 2019	Au 30 septembre 2018
Impôts exigibles	20	(164)
Impôts différés	56	2 070
CVAE	(133)	(65)
TOTAL	(57)	1 841

Pour rappel, le Groupe avait activé au 30 septembre 2018 un produit d'impôt de 2,1 M€ lié à l'activation des déficits reportables du semestre.

	Au 31 décembre 2019	Au 30 septembre 2018
Rapprochement entre la charge théorique et la charge réelle		
Résultat net	(19 220)	(3 839)
Impôts sur les bénéfices	57	(1 841)
Résultat avant impôt	(19 163)	(5 680)
Taux d'impôt théorique	28,00%	33,33%
Impôt théorique calculé au taux de la société mère	5 366	1 893
Différences permanentes	0	408
Déficits non activés	(5 353)	(366)
Ecart de taux France/Etranger	(18)	(21)
Autres	62	(73)
Charge (ou produit) réelle d'impôt	57	1 841

NOTE 29 – Intégration fiscale française

Les filiales consolidées suivantes appartiennent au périmètre d'intégration fiscale français dont MONTAGNE ET NEIGE DEVELOPPEMENT est la société tête de Groupe :

- TECHNOLOGIE ALPINE DE SECURITE
- MBS
- SUFAG
- LST
- TECHFUN
- ATM73

NOTE 30 - Résultat par action

	Au 31 décembre 2019	Au 30 septembre 2018
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux ordinaires de l'entité mère (en K€)	(18 101)	(3 957)
Nombre d'actions de droit ordinaire	105 232 828	14 408 646
Nombre moyen d'actions de droit ordinaire	65 402 041	14 865 943
Nombre d'actions à dividende prioritaire	999 364	999 364
Nombre d'obligations convertibles en actions	7 766 127	0
Nombre restant d'obligations convertibles en actions	10 922 208	0
Nombre d'actions potentielles dilutives en échange de la conversion des obligations convertibles restantes		
Résultat en euros par action	(0,28)	(0,27)
Résultat dilué en euros par action	(0,28)	(0,27)

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen d'actions de droit ordinaire en circulation au cours de l'exercice.

AUTRES INFORMATIONS

NOTE 30 – Information sectorielle

Résultat par secteur opérationnel

	Au 31 décembre 2019			Au 30 septembre 2018		
	Sécurité & Loisirs	Enneigement & Remontées Mécaniques	Total	Sécurité & Loisirs	Enneigement & Remontées Mécaniques	Total
Chiffre d'Affaires	13 442	16 067	29 509	9 739	28 237	37 976
Résultat Opérationnel Courant	(42)	(16 482)	(16 525)	(370)	(3 576)	(3 946)
Résultat Opérationnel	29	(16 753)	(16 724)	(498)	(3 927)	(4 425)

Le pôle « Enneigement & Remontées mécaniques » a totalisé des ventes semestrielles de 13,9 M€ contre 28,2 M€ au 30 septembre 2018.

Le pôle « Sécurité & Loisirs » a enregistré un chiffre d'affaires semestriel consolidé de 11,6 M€ contre 9,7 M€ au 30 septembre 2018.

Au cours de la période, le pôle « Enneigement & Remontées mécaniques » a enregistré un ROC de -16,5 M€ tandis que le pôle « Sécurité & Loisirs » a vu son bénéfice opérationnel courant s'améliorer à -0,1 M€ contre -0,4 M€ au 1^{er} semestre l'an dernier.

Bilan par secteur opérationnel

	Au 31 décembre 2019			Au 30 juin 2019		
	Sécurité & Loisirs	Enneigement & Remontées Mécaniques	Total	Sécurité & Loisirs	Enneigement & Remontées Mécaniques	Total
Actifs non courants	21 042	26 195	47 237	17 487	23 028	40 515
- écart d'acquisition	10 241	2 465	12 706	10 241	2 461	12 702
- autres actifs non courants	10 801	23 730	34 531	7 246	20 567	27 813
Actifs courants	19 359	38 959	58 318	18 456	39 894	58 349
- stocks	5 927	11 679	17 606	5 758	12 679	18 437
- créances clients et autres débiteurs	11 106	24 168	35 274	12 680	26 473	39 153
- autres actifs courants	1 917	2 100	4 017	(105)	436	331
- disponibilités	409	1 012	1 421	122	306	428
Total actif	40 402	65 154	105 556	35 943	62 921	98 864
Passifs non courants	11 183	18 800	29 983	5 428	10 540	15 969
- dettes financières	10 000	16 435	26 435	4 470	7 950	12 420
- autres passifs non courants	1 183	2 365	3 548	958	2 590	3 549
Passifs courants	17 039	75 352	92 391	29 460	82 917	112 376
- dettes financières	24 322	22 398	46 721	19 106	34 804	53 910
- dettes fournisseurs et autres créditeurs	(8 953)	50 296	41 343	7 279	44 482	51 761
- autres passifs courants	1 670	2 657	4 328	3 074	3 631	6 705
Total passif	28 222	94 152	122 374	34 888	93 457	128 345

NOTE 31 - Engagements hors bilan

<u>Engagements donnés</u>	Au 31 décembre 2019	Au 30 juin 2019
Cautions	2 144	2 440
Nantissements (titres, fonds de commerce, autres)	37 864	22 316
Dailly	8 194	10 662
Location simple	0	8 017
Total engagements donnés	48 202	43 435
<u>Engagements reçus</u>	Au 31 décembre 2019	Au 30 juin 2019
Cautions		
Nantissements		
Autres		
Total engagements reçus	0	0

Précisions sur les engagements donnés :

- Les suretés réelles (nantissement de titres et de fonds de commerce) sont données en garantie pour des dettes financières ;
- Les cautions bancaires sont données sur marché, retenues de garantie ou paiements d'acompte.

Les locations sont dorénavant exclues des engagements hors bilan en lien direct avec les retraitements effectués tant au niveau du bilan consolidé que sur le compte de résultat (application de la norme IFRS 16 au 31 décembre 2019).

NOTE 32 – Évènements post clôture

Au regard de l'ampleur de la pandémie du coronavirus et des mesures gouvernementales annoncées le 16 mars dernier, le groupe MND a pris la décision d'adapter son activité à ces circonstances exceptionnelles ainsi qu'à la gestion de crise sanitaires, financières et économiques des opérations du groupe MND (se référer au rapport semestriel d'activité ainsi qu'à la note 2 – Méthodes et Règles d'évaluation pour plus d'informations).

